

Dans l'œil du cyclone

Une lecture internationale

Le Mali a fait la Une de l'actualité lorsque le coup d'État de mars 2012 à Bamako et la proclamation d'indépendance des Touareg du MNLA (Mouvement national de libération de l'Azawad) ont facilité l'arrivée au pouvoir d'AQMI (Al Qaïda au Maghreb islamique) et de ses alliés dans les villes de Tombouctou, Gao et Kidal. Après plusieurs mois d'accalmie, l'offensive des islamistes et la prise de Konna, en janvier 2013, ont ensuite bouleversé les plans de la communauté internationale en vue de trouver des solutions à la sécession de facto du Nord du pays. Initialement, la France n'était pas censée intervenir au sol. Pour partir à la reconquête du Nord et de l'Azawad, il était prévu que Paris forme, finance et soutienne logistiquement l'armée malienne et les troupes engagées sous la bannière de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Adoptée en décembre 2012, la résolution 2085 du Conseil de sécurité de l'ONU n'avait d'ailleurs pas autorisé le débarquement de soldats français.

À l'époque, l'objectif annoncé était de procéder en deux temps, en commençant par rétablir l'ordre constitutionnel à Bamako avant de démarrer une opération militaire avec des troupes africaines. Mais la prise de Konna a tout remis en cause, quand les islamistes ont menacé de s'emparer de Mopti et de progresser vers la capitale. L'urgence de la situation a alors conduit, contrairement aux dispositions de la résolution 2085, à déployer en première ligne des troupes françaises dans le cadre de l'opération Serval. Pour pallier le déficit démocratique des pouvoirs en place à Bamako depuis le coup d'État et la démission forcée du président Amadou Toumani Touré, l'organisation d'élections, elle, a dû être repoussée à des temps meilleurs, en l'occurrence en juillet 2013.

Aujourd'hui, le Mali symbolise ainsi la faillite de l'État et la montée en puissance de l'islam radical dans une zone de grande instabilité qui irait de la Somalie à la Mauritanie et de la mer Rouge à l'océan Atlantique en passant par le conflit dormant du Sahara occidental ou l'insurrection du Darfour au Soudan. À lui seul, il concentre en effet la plupart des formes de violence qui traversent la région : djihadisme local, terrorisme transnational, poussées indépendantistes, antagonismes ethniques, trafics de drogue et d'armes, tentations sécessionnistes, ceci sans parler des émeutes de la faim et des soulèvements populaires contre les dictatures d'autrefois. Dans les médias et les cercles gouvernementaux, beaucoup d'analystes insistent en conséquence sur la dimension globale d'une crise qui aurait fini par menacer la paix mondiale en se développant sur la ligne de fracture civilisationnelle entre les aires d'influence musulmane de l'Afrique « blanche » au nord et chrétienne de l'Afrique « noire » au sud du Sahel.

Pour autant, le drame du Mali doit beaucoup à des problèmes internes que ce livre vise précisément à analyser plus en détail. Une lecture purement internationale de la crise peut alors s'avérer trompeuse.

Les simplifications de la rhétorique anti-terroriste

De fait, la rhétorique anti-terroriste a souvent conduit à occulter ou simplifier à l'extrême la complexité politique, sociale et économique de l'ensemble de la zone. Les mouvements religieux, les flux migratoires, les échanges commerciaux et les trafics d'armes ou de drogue ne s'arrêtent certainement pas aux frontières du Mali. Mais il convient aussi d'éviter les généralisations abusives¹. Ainsi, on ne peut pas placer sur le même plan des rébellions dont les logiques nationalistes, ethniques et religieuses sont très différentes : au Sahara occidental, un mouvement de libération « classique » comme le Front Polisario, héritier des luttes de décolonisation de la Guerre froide ; au Mali ou au Niger, la lutte des Touareg qui exprime les frustrations d'un peuple nomade et marginalisé ; dans l'« Azawad » ou dans le nord-est du Nigeria, la Guerre sainte des fous de Dieu d'Ansar Dine ou de Boko Haram, etc. Procéder par amalgame revient en effet à méconnaître la diversité des modes de recrutement et des mobiles insurrectionnels, souvent locaux, parfois globaux, mais rarement alignés de manière à permettre une véritable coordination stratégique qui traverserait l'ensemble de la zone, des Shebab de Somalie aux terroristes d'AQMI en passant par les insurgés du MUJAO (Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest) jusqu'en Mauritanie.

De ce point de vue, il importe de déconstruire la notion d'« arc de crise » qui est régulièrement invoquée par les spécialistes de la sécurité. Celle-ci présuppose en l'occurrence des connexions opérationnelles entre des mouvements dissemblables, voire antagonistes. Dans une telle perspective, les dynamiques conflictuelles de la région paraissent si imbriquées qu'elles devraient logiquement s'entraîner les unes les autres. L'idée d'un « arc de crise » renvoie en fait à la « théorie des dominos » qui prévalait du temps de la Guerre froide, en référence à la chute des régimes alliés aux États-Unis et tombés

entre les mains des communistes dans la péninsule indochinoise en 1975. Mais l'espace saharo-sahélien, lui, est parcouru depuis longtemps par des bandes armées, des professionnels de la razzia et des contrebandiers sans pour autant que, par effet de contagion, l'ensemble de la zone soit susceptible d'être emporté par une tempête de sable ou une nuée de criquets. Il convient donc de relativiser l'hypothèse d'un basculement général de l'Afrique de l'Ouest vers une forme d'islam radical, si tant est d'ailleurs que les insurgés du Nord du Mali aient vraiment pu s'emparer de Bamako début 2013, ce qui reste à démontrer.

Le prétendu processus d'«afghanisation» ou de «somalisation» du «Sahelistan», qui plaît tant à certains commentateurs, a ainsi induit en erreur. La comparaison, d'abord, n'est pas très heureuse sur le plan heuristique. En effet, Bamako n'a pas atteint le niveau d'effondrement de l'État que connaît Mogadiscio depuis plus d'une vingtaine d'années. En outre, il convient de rappeler qu'en Afghanistan, les Talibans ont largement construit leur légitimité et leur popularité à partir d'une lutte nationale contre des forces d'occupation étrangères, soviétiques au cours des années 1980, puis occidentales depuis 2001. De la même manière, les Shebab de Somalie sont les héritiers des islamistes qui, dans les années 1990, s'étaient insurgés contre la présence de troupes américaines avant d'être soutenus par une partie de la population pour se débarrasser du fléau des seigneurs de guerre. Mais le Mali, lui, n'a pas connu ces phénomènes d'occupation militaire propices à la convergence des luttes nationales et des efforts de réforme religieuse en vue de purifier le corps social. Jusqu'au débarquement de l'armée française en 2013, les islamistes armés avaient seulement pu prospérer dans le nord et l'Azawad en profitant des griefs des Touareg contre le pouvoir central, quoi qu'il en soit par ailleurs des autres formes de réveil islamique dans le reste du pays.

Des comparaisons assez hâtives avec l'Afghanistan ont alors laissé croire que Tombouctou allait remplacer Kaboul ou Peshawar pour servir de base aux terroristes désireux de planifier et organiser des attentats contre l'Europe ou l'Amérique. En réalité, il n'est pas évident que le pourrissement de la situation aurait permis aux islamistes du cru de conjurer une impopularité grandissante pour s'enraciner, exporter leur guerre sainte et menacer la paix mondiale au sens où l'entend le chapitre VII de la Charte des Nations unies, qui autorise l'usage de la force par la communauté internationale. À preuve, les alliés de Paris n'ont pas tous partagé cette analyse. Sinon, davantage de pays occidentaux auraient accompagné la France sur le terrain malien, comme en Afghanistan auprès des États-Unis après les attentats du World Trade Center à New York en 2001. En 2013, les réticences des partenaires européens ou américains ne tenaient sûrement pas à des problèmes d'ordre juridique. Au sein de la communauté internationale, personne n'a sérieusement songé à contester la légalité de l'intervention de Paris, qui s'est faite à la demande du président intérimaire Dioncounda Traoré, à défaut de satisfaire pleinement la notion onusienne de légitime défense en cas d'agression extérieure par un autre État². En revanche, certains partenaires européens n'ont pas caché leur agacement face à une décision précipitée et unilatérale qui signalait le retour de l'Élysée dans le pré carré de la FrancAfrique. Un véritable engagement multilatéral aurait plutôt dû conduire à appliquer une règle non écrite de l'ONU, qui consiste à éviter de faire appel à l'ancien colonisateur pour monter une opération de paix dans un pays africain, précisément pour garantir son acceptation par la population locale, et donc son succès.

De l'arc de crise à la théorie des dominos

En attendant, la situation dans le Nord-Mali en 2012 était sans commune mesure avec le drame syrien. Aussi ne permettait-elle

pas non plus d'invoquer une rhétorique humanitaire pour impliquer l'ensemble de la communauté internationale et voler au secours d'une population en danger de mort. De fait, on ne pouvait guère prétendre qu'une dizaine d'amputations ou d'exécutions justifiait le déploiement de plusieurs milliers de soldats, à moins de s'interroger sur le sens « civilisationnel » des décapitations pratiquées par l'allié saoudien de la France, qui sont également prononcées au nom d'un certain islam radical. De plus, on savait fort bien que les combats de l'opération Serval risquaient de précipiter les flux de réfugiés et d'exacerber la crise humanitaire dans la région, sans parler du risque pesant sur les otages détenus au Sahel. Pour étayer l'argument d'une menace contre la paix mondiale, il convenait donc de souligner l'existence d'un arc de crise susceptible de déboucher sur une déflagration de l'ensemble de l'Afrique de l'Ouest. Passés de mode depuis la fin de la guerre du Vietnam, les adeptes de la théorie des dominos sont ainsi revenus sur le devant de la scène pour signaler les risques d'extension des réseaux terroristes du nord du Mali vers le sud. Certains analystes se sont notamment évertués à prouver l'existence de liens opérationnels et stratégiques qui n'étaient pas toujours avérés entre AQMI et la secte islamiste Boko Haram au Nigeria, pays le plus peuplé du continent.

A posteriori, le débarquement de troupes françaises au Mali a en revanche contribué à coaliser le mécontentement des djihadistes de la région, au risque de catalyser les vocations terroristes de par le monde et de permettre aux rebelles du cru de passer outre leurs divergences doctrinales pour s'unir contre un ennemi commun. En guise d'avertissement, la simple perspective d'une intervention militaire de Paris a ainsi suffi à provoquer l'enlèvement d'un ingénieur français par un groupe dissident de Boko Haram près de Katsina dans le nord du Nigeria en décembre 2012. En janvier 2013, l'opération Serval a précipité la prise du complexe gazier d'In Amenas en Algérie, un raid qui

avait sans doute dû se préparer bien avant, mais qui n'aurait certainement pas eu la même portée médiatique dans la lutte globale d'Al Qaïda. En Libye, trois mois plus tard, un attentat a visé l'ambassade de France à Tripoli, visiblement en guise de représailles. Au Niger en mai 2013, encore, des attaques revendiquées par le MUJAO tuaient plus d'une trentaine de personnes dans la garnison d'Agadez et les mines d'uranium du groupe nucléaire français Areva à Arlit. Les islamistes chassés du Nord-Mali ont également annoncé qu'ils allaient désormais frapper sur le territoire hexagonal. L'avenir dira si leur appel sera suivi d'effets par d'autres groupes djihadistes à travers le monde. Notons simplement qu'en fait d'arc de crise, les terroristes basés au Mali n'avaient, jusqu'à présent, jamais été impliqués dans des attaques outre-mer, contrairement aux attentats de septembre 2001 qui avaient justifié l'invasion américaine de l'Afghanistan.

Il est nécessaire à cet égard de revenir sur le processus de construction d'une menace « globalisée » à dessein afin de légitimer une opération militaire dans un pays dont l'éclatement ne menaçait pas directement l'intérêt national de la France – à moins, évidemment, de considérer que l'enlèvement de quelques ressortissants devrait désormais suffire à entraîner automatiquement le déploiement de plusieurs milliers de soldats, de la Tchétchénie à la Colombie. De fait, le cas du Mali n'est pas sans rappeler la façon dont la notion d'arc de crise ou de « croissant de la terreur » a servi à justifier les interventions américaines contre l'Irak³. Dans un livre démontrant l'implication des services de sécurité algériens dans les enlèvements d'Occidentaux au Sahara au début des années 2000, Jeremy Keenan expliquait ainsi que « la fabrication d'une menace terroriste [avait] permis aux États-Unis de poser les bases idéologiques d'une coopération militaire renforcée avec les pays de l'Afrique sahélienne⁴ ». Les pays de la région ont eux-mêmes contribué à alimenter la peur : l'Algérie pour justifier sa politique d'éradication et un droit de poursuite au Mali ; la

Mauritanie et le Niger pour obtenir une assistance financière ; le Tchad ou le Burkina Faso pour faire oublier la nature dictatoriale des régimes au pouvoir à Ndjamena et Ouagadougou, etc.

Dans une tribune publiée dans *Le Monde* du 23 avril 2013, le philosophe Michel Onfray devait finalement poser la question dans des termes assez crus : « À qui fera-t-on croire que le risque de terrorisme en Europe, ou sur le sol français, viendrait d'une poignée de musulmans vivant dans les dunes africaines soucieux de leur business local et de leur zonage tribal plutôt que d'établir un califat européen ? » À Paris, les autorités ont répondu que le GSPC (Groupe salafiste pour la prédication et le combat), ancêtre algérien d'AQMI, avait déjà menacé de commettre des attentats en France. À les croire, il y avait tout lieu de supposer que l'« Afghanistan malien » allait servir de foyer révolutionnaire pour entraîner des terroristes et projeter des attaques sur le territoire européen. Aussi valait-il mieux prévenir que guérir. Mais une pareille stratégie revenait à anticiper le pire, quitte à réécrire l'histoire après coup. Pour ce qui était de la lutte contre un terrorisme globalisé et déterritorialisé, l'occupation militaire du Nord du Mali relevait en réalité de la « guerre préventive », avec certes une nuance importante : des groupes armés professant une idéologie anti-occidentale étaient bien déployés dans la zone, à défaut d'avoir réalisé leurs desseins comme en Afghanistan en 2001.

Dans un tel contexte, il n'est pas évident que l'opération Serval ait été la réponse la plus adaptée à une menace qui risquait de se fondre dans les sables mouvants du désert plutôt que de rester visible et contenue dans des abcès de fixation tels que Tombouctou ou Gao. Spécialiste de l'Afghanistan, Olivier Roy arguait justement que le renseignement humain et l'emploi de drones auraient été plus efficaces pour lutter contre les terroristes du Nord du Mali⁵. Il était absurde de chercher à occuper un territoire immense et quasiment impossible à contrôler dans la durée. Largement ignorées de la presse patriotique française, des analyses faites depuis l'étran-

ger ont également interrogé la faisabilité de l'opération Serval et la gravité de la menace terroriste au Sahel d'une manière générale. Les observateurs ont notamment relevé les contradictions d'une théorie des dominos qui, dans sa version malienne, pouvait finir par relever de la prophétie auto-réalisatrice.

En effet, une crise en a chassé une autre. La déclaration d'indépendance de l'Azawad, qui a facilité l'arrivée au pouvoir des islamistes, a pour partie été une conséquence, en 2011, de l'intervention militaire de la France et de ses alliés en Libye, l'écroulement du régime de Mouammar Kadhafi provoquant le retour au Mali des insurgés touareg. À suivre les mécanismes déterministes des adeptes de la théorie des dominos, on pouvait alors se demander quel serait le prochain pays touché par les effets d'expulsion et de dispersion de l'opération Serval sur les djihadistes de la région : le Burkina Faso et le Tchad, déjà affaiblis par des régimes vieillissants et autoritaires, ou bien le Niger et la Mauritanie, qui comptaient de nombreux Touareg ? On ne sait évidemment pas si un tel scénario a été envisagé par les militaires français qui ont poussé l'Élysée à intervenir au Mali afin de justifier l'utilité de maintenir des troupes au sol en Afrique et négocier un arrêt de la diminution structurelle de leur budget au moment de la rédaction du *Livre blanc sur la Défense*. Il faudra attendre l'ouverture des archives pour que les historiens nous en disent plus à propos de l'analyse stratégique qui fut faite avant le déclenchement de l'opération Serval. En attendant, il n'est pas inutile de rappeler les risques encourus.

Le scénario du pire

Dans le scénario du pire, on assisterait en effet à un enlèvement des militaires français en train de passer le relais à des casques bleus de l'ONU ou aux troupes africaines du Tchad et des pays membres de la CEDEAO réunis au sein de la MISMA (Mission internationale de soutien au Mali). Tout en gardant un mandat

militaire, on passerait ainsi insidieusement à une tâche policière de maintien de l'ordre en vue de permettre la restauration d'une administration civile. Au vu des tristes précédents des armées constitutives de la MISMA, qui se sont autrefois rendues responsables de violations importantes des droits de l'homme au Libéria ou en Centrafrique, on assisterait alors à une multiplication des incidents avec la population locale. Lassés des exactions quotidiennes des contingents nigériens ou tchadiens, sans même parler des soldats maliens, les habitants du Nord du Mali perdraient toute confiance dans des forces de libération devenues de facto des troupes d'occupation. Certains finiraient par reprendre les armes et retourner dans le maquis en rejoignant la rhétorique xénophobe et anticoloniale des islamistes. Sur le plan international, les champs de bataille du Nord du Mali en viendraient par ailleurs à remplacer ceux de Syrie, qui attiraient jusqu'à présent l'essentiel des vocations djihadistes à travers le monde.

Pendant ce temps à Bamako, on se plaindrait de plus en plus du dessaisissement de la souveraineté nationale. Soucieux de pousser à la réconciliation et de trouver un compromis avec le MNLA, les Français seraient accusés d'impérialisme car ils ont longtemps interdit à l'armée malienne d'entrer à Kidal afin d'éviter les massacres de Touareg, systématiquement assimilés à des terroristes en puissance. Les applaudissements qui avaient accueilli François Hollande lors de sa visite triomphale en février 2013 céderaient bientôt la place à des manifestations d'hostilité contre l'ancien colonisateur. Un moment effacés, les graffitis proclamant « La France dehors ! » couvriraient de nouveau les murs de Bamako et les vieux griefs accumulés contre l'expulsion de migrants clandestins rejailliraient avec une ampleur décuplée par la présence de militaires français.

Faute de pouvoir compter sur une classe politique divisée, corrompue et incapable d'engager un véritable processus de réconciliation, la France financerait en effet une importante aide

au développement qui viserait à acheter la paix sociale mais qui, concrètement, reviendrait à se substituer à une administration défailante. Résultat, le nationalisme blessé des Maliens du sud finirait par se retourner contre l'ancien colonisateur. Le piège se refermerait sur lui-même et les militaires français repartiraient sans avoir achevé leur mission. Malgré les financements onusiens, l'armée malienne et les contingents de la MISMA s'écrouleraient assez rapidement. Renforcés par les déconvenues des Occidentaux et la chute du gouvernement du président Hamid Karzai à Kaboul, les islamistes pourraient alors revenir au pouvoir à Tombouctou en proclamant leur victoire militaire contre le « Petit Satan » français et en infligeant un sérieux camouflet à la communauté internationale.

Bien entendu, ce scénario du pire ne pouvait pas être ouvertement évoqué par l'Élysée au moment où le président François Hollande était soupçonné par une partie de l'opinion publique d'avoir réagi à la prise de Konna de façon unilatérale pour revêtir les habits d'un chef de guerre et redorer son image. Mais au lieu d'admettre qu'il existait des divergences d'appréciation sur la nature de la menace et l'opportunité d'une intervention militaire au sol, la classe politique française, de droite comme de gauche, a été unanime pour dénoncer le refus de l'Union européenne de financer l'opération Serval. C'était oublier qu'une diplomatie et une politique de défense communes supposaient un minimum de consensus. Sachant l'impopularité de la bureaucratie de Bruxelles, il était évidemment plus facile de décrier l'inertie, la mollesse et l'avarice des partenaires européens de la France en période de crise économique.

En témoigne l'analyse du représentant français au Comité politique et de sécurité de l'Union européenne. Bruxelles, rappelait-il, avait déjà décliné toute compétence lors de la crise de Benghazi qui devait entraîner une intervention militaire contre le régime de Mouammar Kadhafi. « Certains des 27 États membres, ajou-

tait-il, sont des pacifistes tous azimuts qui ne se demandent pas si la préservation de la paix chez nous pourrait nécessiter d'intervenir au-dehors pour nous protéger et éviter le développement du terrorisme⁶. » Au vu de ses capacités de projection militaire, qui allaient déclinant, l'Union européenne n'était de toute façon pas en mesure de réagir rapidement à l'offensive des insurgés et à la prise de Konna, sur la route de Mopti et Bamako, en janvier 2013 ; en conséquence, seule la France allait devoir se mobiliser pour sauver l'Europe de la déferlante islamiste : comme au Rwanda, avec l'opération Turquoise, en juin 1994, il n'y avait pas d'alternative car aucune autre puissance occidentale n'était prête à assumer ses responsabilités, tandis que les pays africains concernés étaient incapables de contenir le danger.

À suivre un tel raisonnement, il importait donc de souligner la gravité de la menace à partir de deux arguments massue : d'un côté, le fondamentalisme islamiste concernait l'ensemble de la zone ; de l'autre, la violence des terroristes implantés dans la région était inouïe, barbare et inédite. Mais ces affirmations résistaient mal à l'analyse. La première, on l'a vu, renvoyait à la théorie des dominos et procédait par amalgame en ramenant tous les phénomènes de réveil religieux à une forme de terrorisme al-qaïdiste. Quant à la seconde, elle témoignait d'une certaine myopie historique, au regard des nombreuses crises qui avaient agité le Sahel depuis la période des indépendances.

En réalité, nous n'avons pas d'indicateurs fiables à propos de la surmortalité induite par les conflits armés qui ont embrasé la région du Sahara occidental au Darfour en passant par les différentes rébellions touareg à partir de 1963. Sur le plan humain, cependant, il ne fait aucun doute que, dans des pays de taille comparable, les guerres civiles qui ont déchiré le Tchad entre 1968 et 1990 ont été beaucoup plus meurtrières que les ravages des islamistes au Mali en 2012. À l'époque, déjà, on enlevait des Français, comme la fameuse ethnologue Françoise Claustre et le

commandant Pierre Xavier Galopin, exécuté en 1975. En guise d'intensification de la violence, la véritable « innovation » du Nord du Mali en 2012 ne tenait finalement ni aux massacres commis de part et d'autre, ni même à l'application radicale de la charia, mais au recours à l'attentat suicide : une nouveauté qui, en Afrique subsaharienne, renvoie à un modèle globalisé et déjà pratiqué en Tchétchénie, en Palestine, au Pakistan, en Afghanistan ou au Liban.

Vers une guerre de civilisations

De ce point de vue, le rejet républicain et laïc des valeurs prônées par les islamistes a beaucoup contribué à précipiter la décision d'une intervention militaire, quitte à dramatiser la barbarie de groupes que l'on a voulu réduire à de vulgaires entreprises criminelles en niant leur dimension politique et leur éventuelle popularité, fondée sur la contestation du pouvoir des notables et un retour à l'ordre moral par la force. Le contexte s'y prêtait bien : dans une région où les frontières sont poreuses et les douanes corrompues, tous les commerçants peuvent potentiellement être assimilés à des fraudeurs et des contrebandiers en puissance. Au vu de leurs collusions avec les trafiquants internationaux de drogue et d'armes, les terroristes d'AQMI ont donc été dépeints comme de simples bandits armés, mus par l'appât du gain, notamment les revenus de l'industrie du kidnapping. La narration d'un processus de politisation du crime n'a laissé aucune place à la thèse inverse, à savoir la dérive mafieuse d'une insurrection politico-religieuse qui, chassée d'Algérie puis de Libye, avait besoin de financer la poursuite de son combat. En revanche, n'ont évidemment pas été évoquées les complicités qui, au plus haut niveau, favorisaient la production ou l'exportation de drogue en Mauritanie et au Maroc, deux alliés de la France dans la région.

Plus encore que les trafics de substances illicites, les sentences prononcées au nom de la charia et la destruction des mausolées de Tombouctou ont finalement achevé de légitimer le principe

d'une intervention militaire. Lors de sa visite triomphale au Mali en février 2013, le président François Hollande a ainsi parlé de participer à la sauvegarde d'un patrimoine de l'Humanité, évoquant notamment le sort de manuscrits mythiques dont la mise en scène médiatique a souvent produit des « chiffres fantaisistes » sur le nombre de documents détruits ou existants⁷. Un mois plus tard lors d'un discours tenu à Paris au moment de la Journée internationale des droits des femmes, le chef de l'État ajoutait : « Si certains s'interrogent pour savoir pourquoi la France est au Mali, c'est parce qu'il y avait des femmes qui étaient victimes de l'oppression, de la barbarie... Des femmes à qui l'on mettait le voile sans qu'elles ne l'aient elles-mêmes demandé, des femmes qui n'osaient plus sortir de chez elles, des femmes qui étaient battues parce qu'elles voulaient être libres. »

Ce faisant, François Hollande dévoilait les ressorts fondamentaux d'une guerre de civilisations qui ne visait pas seulement à éradiquer une menace susceptible de déborder sur le continent européen, mais aussi à rejeter les valeurs de la « chienlit » islamiste. La remarque du président socialiste était d'ailleurs assez surprenante car elle faisait directement écho aux propos de son prédécesseur Nicolas Sarkozy pour justifier la prolongation de la présence militaire de la France en Afghanistan. À l'issue d'un sommet de l'Otan en avril 2009, ce dernier avait notamment évoqué le sort des femmes afghanes. À l'époque, l'opposition socialiste avait évidemment critiqué des déclarations qui revenaient à engager une guerre de libération de la femme musulmane, et non de lutte contre des terroristes menaçant directement la France.

De fait, l'opération Serval n'est pas qu'une intervention militaire. Gagner la bataille de Tombouctou était une chose. Gagner la guerre au cœur de l'Adrar des Ifoghas en était une autre. Mais gagner la paix s'avère autrement plus compliqué, puisqu'il s'agit de refonder entièrement un État corrompu et fragmenté⁸. Pour

compléter l'éradication du terrorisme, la restauration de la souveraineté malienne passe en effet par l'élaboration d'un projet politique fondé sur un nouveau contrat social. À la manœuvre pour organiser des élections, rétablir un régime parlementaire et remettre en place une administration territoriale plus ou moins décentralisée, la France se retrouve ainsi à exporter un modèle démocratique et républicain qui n'est pas sans rappeler la mission civilisatrice du colonisateur autrefois, lorsqu'il s'agissait de lutter contre l'esclavage ou les aspects les plus rétrogrades de la justice coranique⁹.

Dans le cadre de la reconstruction du Mali, l'aide publique au développement est en l'occurrence appelée à couvrir de nombreux aspects stratégiques. Le premier, et non des moindres, est de gagner la « bataille des cœurs et des esprits » pour faire accepter la présence de troupes étrangères en fournissant des services publics de base aux habitants du Nord : accès à l'eau, ravitaillement, électricité, réouverture des écoles, etc. Dans le même ordre d'idées, les organisations humanitaires sont censées faciliter la normalisation de la situation et le rapatriement des réfugiés afin d'éviter l'accumulation aux frontières de populations mécontentes et susceptibles de basculer dans l'escarcelle des islamistes. Un troisième objectif, enfin, est d'asseoir l'autorité de Bamako et de permettre à un État fragile et démuné d'assumer une fonction de redistribution en se créant des clientèles et en s'attribuant les mérites de l'aide.

Un pareil projet politique vise également à restaurer la primauté des pouvoirs publics et séculiers sur le domaine religieux, qui devrait rester confiné à la sphère privée. Dans la narration qui en est faite, la lutte contre le terrorisme est en effet intrinsèquement liée à l'idée d'une réislamisation générale de l'Afrique sahélienne. Le réveil de l'islam politique est d'ailleurs indéniable, si l'on se réfère à la vision que l'on avait des fonctions d'un État laïc comme le Mali socialiste de Modibo Keita à l'indépendance.

Mais la perspective historique s'inverse quand on rappelle les périodes où l'islam a été au pouvoir dans le cadre de proto-États comme le royaume des Toucouleur au Sénégal à partir de 1862 ou le califat de Sokoto dans le nord du Nigeria à partir de 1804. En réalité, le Coran a souvent fourni l'étendard et les fondements moraux de rébellions contre le colonisateur autrefois, contre une classe dirigeante corrompue et impie aujourd'hui. De la Guerre sainte de la Senusiya de Libye en 1917 à la révolte mahdiste du Soudan en 1885 en passant par la rébellion du «Mollah fou» de la Somalie britannique en 1920, les exemples ne manquent pas et il convient de les garder à l'esprit pour apprécier la portée de groupes comme Boko Haram au Nigeria ou AQMI dans le Nord du Mali.

En ce début du XXI^e siècle, la dramatisation de la menace terroriste de l'Afrique sahélienne a ainsi insisté indûment sur le caractère inédit d'insurrections fondées sur un islam réformiste et inspirées de modèles d'origine étrangère. Dans le cas du Mali, il existait pourtant des précédents avec l'empire théocratique et peul du Macina, qui s'était étendu de Mopti jusqu'à Tombouctou à partir de 1819. À l'époque, son fondateur Sékou Amadou (1776-1844) avait ordonné la destruction de la grande mosquée de Djenné parce que sa beauté offensait l'islam dépouillé qu'il prêchait. Il avait ensuite été adoubé par le calife de Sokoto, lui-même à l'origine d'un vaste djihad qui, parti des franges du Niger en 1804, avait conquis le nord du Cameroun et les marches de l'empire yorouba d'Oyo dans le sud-ouest de l'actuel Nigeria.

Indéniablement, les complicités observées entre les indépendantistes touareg et les islamistes d'Al Qaïda s'inscrivent dans une histoire longue. La nouveauté d'une telle dynamique insurrectionnelle ne tient certainement pas à son degré de violence ou de barbarie, pas plus qu'à la capture d'otages de guerre, mais plutôt à la modernité de sa rhétorique globale. Démultipliée par les enlèvements d'Occidentaux et le recours spectaculaire à des

attentats suicide, la puissance de feu médiatique d'Al Qaïda a été efficace à cet égard, puisqu'elle a réussi à mobiliser l'ancien colonisateur et le Conseil de sécurité de l'ONU. Elle ne doit cependant pas masquer les fondements internes de la crise du Mali. Dans le Nord, en particulier, la genèse du conflit a d'abord été locale et le modèle d'une charia intransigeante n'a pas été entièrement importé du monde wahhabite et saoudien.

De la libération à l'ingérence

Il est ainsi instructif de comparer les différentes lectures qui ont été faites de la crise depuis la France ou le Mali. À Paris, l'analyse du conflit a été largement orientée par des présupposés idéologiques qui ont souvent pris un tour patriotique et gaullien pour défendre la place d'une puissance moyenne sur la scène mondiale. Mais pendant que la classe politique française s'évertuait à démontrer aux alliés européens le risque d'une déflagration générale de l'Afrique de l'Ouest, les Maliens se sont d'abord inquiétés de l'avenir de leur pays. Marquée par la crainte de l'invasion et la culture du soupçon, leur lecture des implications internationales du conflit a été très différente. Dans la presse locale, les *grins* (groupes de discussion) de Bamako ou les foyers d'immigrés de Montreuil, on a en effet commencé à spéculer sur les motifs cachés de l'opération Serval. Certains ont prétendu que la France cherchait ainsi à réaffirmer son statut de puissance néocoloniale. En période de crise économique, d'autres ont soutenu que Paris avait l'intention de mettre la main sur les réserves d'uranium ou les gisements d'hydrocarbures du nord du Mali, malgré les résultats pour l'instant peu prometteurs des efforts de prospection. Pire encore, les services secrets français auraient soutenu et armé les Touareg du MNLA pour combattre les islamistes et ranimer le vieux projet d'un Sahara indépendant, esquissé en 1957, afin de soustraire à la souveraineté algérienne les puits de pétrole qui auraient alors été gérés par un État

enclavé et faible, donc plus manipulable et favorable aux intérêts économiques de la France.

Depuis Bamako ou Tombouctou, toutes ces théories du complot renvoient finalement à l'idée d'une ingérence néocoloniale. Sur le plan de la politique intérieure du Mali, la France est soupçonnée d'avoir indûment insisté sur les dysfonctionnements du régime du président ATT (Amadou Toumani Touré) afin de se débarrasser d'un homme hostile à une coopération militaire renforcée contre le terrorisme, d'une part, et à la signature d'un accord de réadmission des migrants sans-papiers, d'autre part. En réalité, il est difficile de savoir si le gouvernement déchu par le putsch de 2012 (et pour la première fois dirigé par une femme) était vraiment plus corrompu que ses prédécesseurs. En fait de laxisme, son positionnement à l'égard des terroristes ou des trafiquants de drogue relevait aussi de compromis dictés par des rapports de force qui lui étaient défavorables, notamment dans le Nord du pays¹⁰. Quoi qu'il en soit, le dénigrement de la période ATT a permis a contrario de mieux justifier le coup d'État du capitaine Amadou Haya Sanogo. Pour certains commentateurs à Bamako, l'objectif était de mettre en place un régime inféodé à la France, qui a été suspectée de soutenir «son» candidat dans la perspective des élections destinées à rétablir un régime parlementaire en juillet 2013.

D'une manière générale, l'intrusion de la communauté internationale dans la réorganisation de l'État malien peut s'avérer humiliante pour les nationalistes du cru. En montrant que la présence de l'ancien colonisateur est indispensable, elle renvoie en effet les habitants de la région à leurs propres limites. Elle contrevient en outre au slogan selon lequel il faut trouver des solutions africaines aux problèmes africains. Bien que le président François Hollande s'en défende, elle réveille également les craintes d'un retour à la Françafrique : non pas pour aider un allié en difficulté, mais au contraire pour mettre en place un gouvernement taillé

sur mesure. D'ores et déjà, l'opération Serval a ainsi contraint l'Élysée à mettre en sourdine ses critiques contre la nature dictatoriale des régimes engagés aux côtés de l'armée française dans la lutte contre AQMI. Autrefois prolixes en la matière, les socialistes du gouvernement de François Hollande se sont bien gardés, par exemple, de dénoncer les arrestations d'opposants au Tchad en mai 2013...

Confrontées aux rumeurs de Bamako, les spéculations quant aux intérêts cachés de la *realpolitik* française ne doivent cependant pas induire en erreur sur le rôle des agents de l'étranger. S'ils ont d'évidentes implications régionales, les troubles du Nord du Mali ne sont qu'un révélateur parmi d'autres des faiblesses d'une nation en construction et d'un État en chantier permanent. Les causes de la crise sont d'abord internes et ce livre vise à en fournir des clés d'analyse historique, politique, sociologique, religieuse, géographique, démographique et économique. La question est notamment de savoir comment s'est effondré un pays qui a longtemps été présenté comme un exemple réussi des « transitions démocratiques » de l'Afrique subsaharienne au sortir de la Guerre froide.

Au moment de la chute de la dictature de Moussa Traoré en 1991, le Mali avait mis fin à un régime de parti unique, organisé des élections pluralistes, réformé ses institutions, décentralisé son administration territoriale et engagé un processus qui semblait devoir le conduire sur le chemin de la stabilité et de l'harmonie, à défaut de garantir le développement durable d'une région en proie à des sécheresses récurrentes. Le contraste était d'autant plus saisissant que les autres pays de l'Afrique francophone, eux, allaient très largement rater leur ouverture au multipartisme : au cours des années 1990 et 2000, le Congo puis la Côte d'Ivoire ont sombré dans la guerre civile, le Gabon et le Togo ont instauré des systèmes monarchiques héréditaires, le Bénin et Madagascar ont élu d'anciens dictateurs, les gouvernements du Tchad et du

Cameroun se sont fossilisés et la Guinée-Conakry a renoué avec les putschs militaires.

En comparaison, le Mali paraissait relativement préservé malgré la corruption ambiante, la fragilité de ses institutions et la résurgence des rébellions du Nord. Dans la région, il avait en tout cas échappé à la descente aux enfers de la Côte d'Ivoire, à la violence structurelle du géant nigérian, aux errements de la dictature libyenne et aux années de plomb de la lutte contre le terrorisme en Algérie. Même le Niger voisin semblait moins bien loti, avec ses coups d'État militaires à répétition, la suspension de son régime parlementaire, l'assassinat de son président et de multiples rébellions touareg.

Pour le voyageur arrivé de Lagos, de Johannesburg ou d'Abidjan, Bamako faisait ainsi figure de ville provinciale et paisible. Contrairement à d'autres capitales africaines, on pouvait s'y promener à pied le soir sans (trop) risquer de se faire agresser. La population vaquait tranquillement à ses affaires et comptait les années pour suivre la construction d'un troisième pont sur le fleuve Niger – malgré sa portée symbolique dans un pays déchiré entre le nord et le sud, celui-ci fut finalement inauguré en retard, un an après les festivités du cinquantième anniversaire de l'indépendance, en 2010. Le désert était loin et les échos des troubles insurrectionnels du Sahara n'affectaient guère la quiétude des habitants de Bamako, Kayes ou Sikasso. Jusqu'à ce que le drame éclate, avec le putsch du capitaine Amadou Haya Sanogo, la suspension de la vie parlementaire et la proclamation d'indépendance de l'«Azawad» en 2012.

Comment donc un modèle dit de «bonne gouvernance» est-il devenu un État autoproclamé «failli»? Comment une société réputée paisible et accueillante a-t-elle basculé dans la guerre? Comment l'islam «politique» a-t-il pu prospérer sur les décombres d'institutions défaillantes? Comment les Touareg sont-ils passés de la protestation armée à la sécession? Comment

les nationalistes maliens, quasiment les derniers de la région à avoir refusé de signer avec la France un accord de réadmission des migrants sans-papiers, ont-ils fini par se résoudre à appeler au secours l'ancienne puissance coloniale ?

À cette série de questions, on peut essayer de répondre en commençant par analyser l'étrange concours de circonstances qui a vu se conjuguer une rébellion ethno-nationaliste, la lutte armée des djihadistes, le terrorisme des professionnels du kidnapping, l'entrisme des trafiquants internationaux de drogue et un putsch militaire à Bamako. Le pourrissement du système de gouvernement du président ATT, le délabrement de l'armée, le retour des Touareg de Libye, la montée en puissance des islamistes, le développement de trafics en tous genres et la prolifération d'armes après la chute du régime de Mouammar Kadhafi sont également à prendre en compte. Mais la partition de facto du pays plonge ses racines structurelles dans des problèmes beaucoup plus anciens. Si les médias et les décideurs ont insisté sur le rôle conjoncturel d'Al Qaïda, les causes internes de la crise s'avèrent multiples et touchent fondamentalement à la question de l'État.

Au-delà de l'actualité immédiate : une analyse structurelle de la crise

En fournissant des clés d'analyse du Mali contemporain, les chapitres qui suivent visent ainsi à aller au-delà de l'actualité immédiate. À défaut de prétendre à l'exhaustivité, l'analyse se veut la plus complète possible et ne se limite pas au territoire stricto sensu de l'actuelle République du Mali, dont les frontières ne correspondent d'ailleurs pas aux contours de l'illustre empire du Mali. En effet, la crise actuelle ne saurait se comprendre en dehors de son contexte régional et international. De plus, le Mali est aussi un « empire éclaté » de par l'exode de sa population partie travailler en Europe ou dans les pays voisins d'Afrique de l'Ouest. Réfugiés, exilés ou migrants économiques, les Maliens

de l'extérieur participent de près aux transformations sociales à l'œuvre sur le territoire « national ». Aussi importe-t-il d'appréhender la « question malienne » dans une dimension globale, voire transnationale.

Pour cela, il convient d'abord de rappeler comment le récit national s'est plus ou moins bien construit à partir de la référence à un empire du Mali décentré. En arrimant le Soudan français au Sénégal, la colonisation n'a pas facilité l'émergence d'un véritable État-nation. Conçu comme un réservoir de main-d'œuvre, le Mali constituait l'arrière-pays sahélien, enclavé et quelque peu délaissé de l'AOF (Afrique occidentale française). Le territoire, immense, s'est développé à deux vitesses, accentuant les césures économique, géographique et sociale entre les sédentaires et les nomades, les cultivateurs et les éleveurs, les esclavagistes et les captifs, les « teint clair » et les populations noires. Après l'indépendance, en 1960, la période socialiste de Modibo Keita puis, à partir de 1968, la dictature autarcique de Moussa Traoré ont contribué à écarter le Mali des points forts de la région : la « vitrine magique » de la Côte d'Ivoire de Félix Houphouët-Boigny ou le Sénégal « démocratique » de Léopold Senghor, sans même parler du Ghana ou du Nigeria anglophones.

Malgré les espoirs suscités par l'arrivée au pouvoir du président Alpha Oumar Konaré en 1992, l'ouverture démocratique de la fin de la Guerre froide n'a pas permis de développer durablement un État intrinsèquement faible. En 2002, l'élection d'ATT a un moment entretenu l'illusion. Comme au Nigeria avec Olusegun Obasanjo en 1999, un ancien militaire s'emparait de la présidence, et pas n'importe lequel puisqu'Amadou Toumani Touré avait participé au coup d'État contre Moussa Traoré et supervisé la transition de 1991 en acceptant de lui-même de remettre le pouvoir à des civils un an plus tard. À l'époque, l'impression était d'autant plus positive qu'en 2002, le colonel à la retraite avait voulu se placer au-dessus de la mêlée et privilégier

le consensus : il n'appartenait à aucun parti politique et paraissait susceptible de renforcer l'autorité de l'État du fait de sa carrière dans l'armée.

Pour autant, les grands problèmes du Mali n'étaient pas résolus. À un bon millier de kilomètres de Bamako, les populations du nord continuaient de se sentir marginalisées, voire exclues. Bien qu'ils ne soient pas majoritaires dans la région, les Touareg ont constitué le fer de lance de cette rébellion latente. Il importe à cet égard de mieux comprendre leurs griefs, qui ont été bien plus médiatisés que ceux des autres peuples du nord, tels les Songhaï ou les Peul. De fait, la rébellion armée des Touareg n'est pas seulement importante parce qu'elle a directement remis en cause l'intégrité territoriale et l'unité nationale d'un État fragile, mais aussi parce qu'elle renvoie à des questions « religieuses » et « ethniques » qui méritent d'être éclaircies.

L'islam, pour commencer, irrigue l'ensemble de la société malienne, et pas seulement le Nord. Paradoxalement, on peut donc y voir tout à la fois un facteur d'unité et de stabilité, en même temps qu'un véhicule et un catalyseur des révoltes contre l'injustice d'un pouvoir moderne, « laïc » et corrompu. Du soufisme à sa version wahhabite la plus radicale, professée par Al Qaïda, l'islam est en l'occurrence traversé de différents courants qui ont pu contribuer à diviser la société malienne en exacerbant ses antagonismes. Le tableau est contrasté et nécessite des explications au vu, par exemple, des risques de confusion entre des organisations homonymes et aussi dissemblables que le groupe djihadiste Ansar Dine d'Iyad ag Ghali, qui s'est emparé de Gao en s'alliant à AQMI, et la confrérie Ançar Dine de Chérif Ousmane Haïdara, qui a essaimé depuis Bamako dans toute l'Afrique de l'Ouest francophone et jusque dans les communautés émigrées outre-mer, sans jamais prôner la lutte armée¹¹.

Au-delà de ses liaisons dangereuses avec les islamistes, la rébellion touareg intéresse également la question « ethnique » à

l'échelle nationale. En effet, elle met en lumière l'extraordinaire diversité culturelle d'une société malienne dont les stéréotypes communautaires ont largement contribué à alimenter le sentiment d'une division irréductible entre le Nord et le Sud. Il est vrai qu'une telle impression correspond aussi à une réalité économique. Le Mali « utile » et peuplé se situe dans le sud agricole ; le désert « vide » et « arabo-berbère » se trouve dans le nord pastoral. Mais l'opposition tient aussi à des représentations ethniques qui se sont beaucoup développées pendant la période coloniale et qui n'épargnent d'ailleurs pas les Bambara ou les Soninké du sud. Il convient à cet égard de revenir sur le rôle des relations à plaisanterie qui, longtemps considérées comme un garant de la paix sociale, ont pu figer les appartenances lignagères, conforter les hiérarchies sociales, consolider la domination des anciens et, in fine, limiter les possibilités d'expression du mécontentement des cadets à l'intérieur du clan ou de la caste¹².

Partant, il importe de s'interroger sur les inégalités sociales, les déterminants géographiques et les facteurs démographiques qui exposent l'amplitude des disparités régionales d'un bout à l'autre du territoire malien. Dans un pays sans base industrielle, une analyse économique révèle alors la grande fragilité structurelle des modes de subsistance de la paysannerie. En tant que telle, la pauvreté n'explique certes pas pourquoi la déflagration s'est produite au Mali plutôt qu'au Niger ou en Mauritanie, qui sont également affectés par l'avancée du désert, des sécheresses à répétition, la raréfaction des terres agricoles, un fort exode rural et une pression démographique qui compte parmi les plus élevées du monde en termes de taux de croissance annuel de la population. Récurrente, l'explication malthusienne des conflits africains par la pauvreté est souvent, en réalité, d'une pauvreté affligeante. S'ils constituent la toile de fond des problèmes structurels des pays sahéliens, les aléas du climat, la misère des damnés de la terre, le sentiment de déchéance d'une jeunesse désœuvrée et l'ombre toujours mena-

çante de la famine, ou des sauterelles, ne suffisent certainement pas pour décrypter le chaos actuel.

En conjuguant des approches anthropologique et économique, une analyse contemporaine du Mali met d'ailleurs en évidence des points plus positifs, parmi lesquels la capacité de résilience et d'adaptation de la population, la puissance du secteur informel et l'importance des solidarités communautaires, sans oublier l'apport crucial des remises de fonds des migrants, qui jouent ici un rôle de sécurité sociale pour les familles en difficulté. Très clairement, la reconstruction d'un pays dévasté par la guerre ne reposera pas seulement sur les organisations humanitaires et les spécialistes de l'aide publique au développement. La réinvention du Mali s'appuiera d'abord sur le potentiel de réconciliation, d'innovation sociale et d'imagination politique de sa population, migrants compris.

MARC-ANTOINE PÉROUSE DE MONTCLOS

Pérouse de Montclos Marc-Antoine (2013)

Dans l'oeil du cyclone

In : Gonin P. (dir.), Kotlok N. (dir.), Pérouse de Montclos Marc-Antoine (dir.). *La tragédie malienne*

Paris : Vendémiaire, p. 7-31. (Géographies)

ISBN 978-2-363-58106-8